Des bulles électorales bientôt dégonflées

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **36 (1999)**

Heft 1397

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1014767

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Domaine Public
DP
JAA 1002 Lausanne
3 septembre 1999 – nº 1397
Hebdomadaire romand
Trente-sixième année

Des bulles électorales bientôt dégonflées

DÈS MAINTENANT, l'échéance électorale commande le comportement et les propositions des acteurs politiques. L'important n'est pas de contribuer efficacement à la solution des problèmes qui préoccupent la population, mais de prendre des postures avantageuses au gré de l'actualité immédiate.

Voyez les socialistes. Sans même connaître les premiers résultats de l'enquête administrative et judiciaire – s'agit-il de malversations d'un comptable indélicat ou du dysfonctionnement d'un service ayant échappé au contrôle politique?–, ils exigent la création d'une commission parlementaire à la veille du renouvellement des Chambres.

Voyez les partis bourgeois. Tous promettent de stabiliser la charge fiscale, voire de la réduire, quand bien même ensemble ils disposent déjà d'une confortable majorité parlementaire pour concrétiser leurs propositions. On croirait entendre l'opposition, jusqu'à présent privée des moyens de faire prévaloir son point de vue, alors qu'on a affaire aux forces politiques qui gouvernent le pays. Aucune de ces formations, par contre, ne se risque à préciser les contours d'une nouvelle fiscalité – le poids respectif de l'impôt direct et de la TVA par exemple, ou encore les grandes lignes d'une fiscalité écologique. Or c'est bien là que réside l'enjeu de la prochaine législature, puisque l'actuel régime des finances fédérales échoit en 2003.

L'important n'est pas de contribuer efficacement à la solution des problèmes qui préoccupent la population, mais de prendre des postures avantageuses au gré de l'actualité

Même le Conseil fédéral succombe aux sirènes électorales. On ne peut s'expliquer autrement sa récente décision concernant les requérants d'asile et les personnes provisoirement admises. En effet, l'évolution à la baisse du nombre des requêtes ne justifie en rien l'interdiction qui leur est faite de travailler pendant un an sous prétexte d'affaiblir l'attractivité de la Suisse. Cette mesure ne fera tout au plus qu'encourager le travail au noir, déjà largement pratiqué. Et elle contribuera à alourdir la facture de l'asile, alimentant ainsi à terme le mécontentement d'une partie de la population. Qu'importe, dans l'immédiat l'urgence consiste à barrer la route à l'UDC. Plus que l'attractivité de la Suisse, c'est celle du parti nationaliste qui fait problème.

Citoyennes et citoyens sont-ils dupes? Probablement de moins en moins. Gageons que cette agitation ne suffira pas à améliorer une participation électorale en baisse constante depuis vingt ans. Et attendons que se réunisse le nouveau Parlement pour que débute le travail sérieux.

JD